

## MUNICIPALES DEMAIN EN FRANCE

## Un véritable test national

**Les Français et étrangers européens résidant en France sont appelés à voter aux municipales, demain (dimanche 9) et dimanche 16 mars (deuxième tour) au besoin.**

De notre bureau du Soir à Paris, Khadidja Baba-Ahmed.

Ils choisiront l'équipe qui dirigera leur municipalité pendant six ans. Dix mois après l'élection présidentielle qui a amené la droite et Sarkozy au pouvoir, les enjeux de cette consultation, quoi qu'on en dise, seront beaucoup plus nationaux que locaux. C'est justement ce que craint par-dessus tout la droite dont le représentant Président a connu depuis plus de six mois une descente vertigineuse dans les sondages, même si sa cote se relève ces derniers jours très timidement. Le parti au pouvoir craint par-dessus tout que ce vote local soit un vote-sanction, une revanche sur celui qui a tant promis aux Français qui ne voient rien venir, notamment en termes de pouvoir d'achat qui se rétrécit comme une peau de chagrin. Si dans une première phase de la campagne électorale, la grogne et la déception grandissantes de ceux qui ont voté Sarkozy apparaissent comme du pain béni pour les partis de l'opposition, notamment le Parti socialiste, au fur et à mesure de la proximité de la consultation, la gauche s'est mise à craindre une forte abstention et a martelé à l'adresse de ses militants et sympathisants que rien n'est acquis, qu'il fallait aller voter et qu'il fallait, en plus, récupérer au moins 30 villes parmi les 40 de plus de 20 000 habitants perdues aux dernières municipales de 2001 et faire en sorte que la gauche dirige un peu plus de villes de cette taille-là que la droite. Pour la gauche globalement et le Parti socialiste en particulier, le succès aux municipales et cantonales pourrait effacer les échecs essuyés en 2007, faire rebondir et revigorer les troupes. Dans le cas d'un succès à cette consultation, la gauche parviendrait-elle à régler les problèmes internes de fond, notamment à profiter de ce rebond pour constituer un front de gauche, accoucher d'un véritable programme alternatif et d'un projet de société différent de celui mené par Sarkozy ?

**Etat des lieux**  
Les électeurs iront voter pour 36 000 communes françaises. Ils éliront les conseillers municipaux. Le conseil municipal, composé de 9 à 163 élus selon la taille de la commune, élira, à son tour, dans une seconde phase, son maire. En même temps que les municipales, les électeurs renouveleront pour moitié (soit dans 3 000 cantons) les conseillers généraux, un par canton. Depuis les dernières cantonales, la gauche détient 51 des 101 cantons et compte élargir sa domination d'autant que les conseillers généraux font partie des grands électeurs qui parti-

cipent aux sénatoriales et que les élections pour le Sénat se dérouleront à l'automne prochain.

Les élections municipales se déroulent au scrutin majoritaire dans les villes de moins de 3 500 habitants. Dans les villes de plus de 3 500 habitants, la liste qui recueille la majorité absolue des suffrages obtient la moitié des sièges et l'autre moitié est répartie à la proportionnelle entre toutes les têtes de liste ayant obtenu plus de 5% des suffrages. Il faut savoir que pour se maintenir au deuxième tour, une liste doit avoir plus de 10% des suffrages et obtenir 5% pour fusionner avec une autre.

A la veille de ces municipales, selon une enquête CSA-Dexia (*Le Monde* du 7 mars), les listes soutenues par la gauche obtiendraient 44% des voix au premier tour contre 41% pour la droite, 7% pour les listes MoDem, 2% pour l'extrême gauche, 2% pour le Front national et 4% pour diverses listes.

#### Quels enjeux pour les partis ?

L'euphorie de la droite qui avait immédiatement succédé à la présidentielle n'est plus de mise. Pour l'UMP, il s'agit aujourd'hui de limiter les dégâts provoqués au sein de l'opinion publique par les neuf mois de présidence Sarkozy. En difficulté dans plusieurs grandes villes, l'UMP à la veille des élections est très prudente et cherche à obtenir «un résultat convenable et gagner plus de villes que d'en perdre», selon son secrétaire général.

Pour l'extrême droite, avec un FN en déconfiture (organiquement et financièrement mais pas sur le plan des idées reprises sournoisement par d'autres partis), les chances de gagner des villes sont minces, même si deux cents listes sont présentées à ces élections. Le seul résultat à observer est celui de la commune de Hénin-Beaumont où Marine le Pen est deuxième sur la liste. En cas de victoire de la fille du président du FN, ce parti pourrait se donner du tonus et renaître de ses cendres.

A gauche, l'objectif pour ces municipales est très ambitieux : gagner plus de villes encore en tablant sur un vote-sanction et revenir, à la faveur de ce scrutin, au devant de la scène pour constituer une alternative. Pour le PS en particulier, avec une vague rose, le prochain congrès du parti avec un changement de staff en sera facilité.

Le Parti communiste, qui détient 807 mairies aujourd'hui, cherche avant tout à garder ses communes ou que les listes de gauche maintiennent ou conquièrent le maximum de communes. Des listes communistes ou avec des candidats communistes permettront au

PC de compter encore dans le paysage politique français.

Pour les Verts qui sont sur les listes de gauche, l'enjeu semble plus consistant en l'emprunte qu'ils donneront à l'écologie au plan local qu'en nombre d'élus. L'extrême gauche, qui ne figure pas dans les listes de gauche (le PS ayant préféré une alliance avec le MoDem) en se présentant seul, risque d'y laisser sa peau.

Le MoDem, parti centriste de François Bayrou, présente 420 listes. Même présent dans les listes de 70% des villes de plus de 30 000 habitants, le parti jouera essentiellement l'arbitre, à droite et à gauche, c'est selon. Néanmoins, le MoDem s'investit essentiellement dans deux villes, celle de Pau où se présente François Bayrou et celle de Paris, où Marielle de Sarnez pèsera dans le deuxième tour entre l'UMP et le PS où, en principe, elle ralliera le PS. François Bayrou, qui a vu de très nombreuses désertions de ses rangs, pour, à la faveur de ce scrutin, savoir si réellement le MoDem peut constituer une troisième voie, comme il continue à le revendiquer.

#### Les grandes villes test

Le rapport des forces est nettement favorable pour la gauche dans nombre de grandes villes. Paris, cela va de soi, constitue la ville la plus observée dans ce scrutin. Actuellement dirigée par la gauche, son maire, Bertrand Delanoë (PS), se représente avec un bilan considéré comme positif, que ses opposants ont des difficultés à cacher à l'opinion. Les listes Delanoë sont créditées de 41% des intentions de vote. Celles de Françoise de Panafieu (UMP) de 33%, largement devant les Verts (5%) et le MoDem : 11%. Avec ce dernier, le maire sortant, s'il confirmait les pronostics, devra certainement composer pour le deuxième tour, un renversement d'alliances, ce qui n'est pas du goût des Verts, très largement présents jusqu'ici à Paris, des communistes, des radicaux de gauche et chevènementistes.

Lyon, Lille, Rennes devraient être conservées par la gauche. Cette dernière a aussi toutes les chances de faire basculer dans son camp Toulon et reprendre la ville de Strasbourg. A Bordeaux, l'ancien Premier ministre Alain Juppé (UMP) est quasiment donné vainqueur. A Marseille, la deuxième ville de France, les deux duellistes, Jean-Claude Gaudin, le maire sortant (UMP), et Jean-Noël Guérini (PS) sont au coude à coude dans les sondages. Une défaite de Gaudin serait une véritable catastrophe pour le parti de droite qui dirige la ville depuis la victoire du maire sortant en 1995. Pour le Parti socialiste, une victoire à gauche dans cette ville, qui a voté à la présidentielle à 55%, pour Sarkozy, constituerait une révolution.

#### Aucune loi n'oblige la diversité dans les listes

La représentation de la diversité de la population ou des minorités visibles parmi les candidats ne fait l'objet d'aucun texte et ce, malgré les demandes pressantes des associations qui demandent que les institutions soient aux couleurs de la société française. Aux législatures dernières, les partis, de droite comme de gauche, ont investi des candidats de la diversité mais dans des circonscriptions quasi impenables.

C'est ce qui explique qu'aucun candidat de la diversité n'ait été élu député.

Pour ces élections municipales et selon le Comité national de la diversité créé pour faire pression pour plus de diversité et surveiller la composition des listes, il y aurait, dans les villes de plus de 30 000 habitants, 7% de candidats de la diversité dont la moitié est en position d'être élus.

Le pourcentage est de 6% pour les villes de 20 000 habitants et 50% de ces candidats sont là aussi en position d'être élus. Les têtes de liste issues de la diversité sont au nombre de 40 dans les listes sans étiquette, de 30 pour le MoDem, 20 pour le PS, 16 pour l'UMP, 15 pour les divers gauche et 8 pour les Verts.

#### La faible présentation des femmes : seules 6% de communes ont une femme maire

La parité hommes-femmes inscrite dans la loi constitutionnelle du 8 juillet 1999 et dans «la loi sur la parité» de juin 2000 (de Lionel Jospin) oblige les partis à présenter dans tous les scrutins de liste, une moitié de candidats de chaque sexe à une unité près. Sont concernées par ces dispositions, les élections européennes, sénatoriales dans les départements ayant trois sièges ou plus, les régionales et municipales dans les communes de 3 500 habitants et plus.

Ces dispositions ont été appliquées pour la première fois aux municipales de 2001. Depuis la loi sur la parité (selon les chiffres tirés du blog de Mehdi Ouraoui), les conseils municipaux sont constitués à 47% par des femmes et à peu près dans la même proportion dans les conseils régionaux. Cependant, la parité n'est que de façade : 6,6% des communes sont dirigées par des femmes et 10,9% de femmes forment les conseils généraux. L'Assemblée nationale élue en 2007 n'est constituée que de 107 femmes sur un total de 577 députés.

A ces élections municipales, l'UMP a investi moins de 15% de femmes têtes de liste qui plus est dans des contrées impenables. Le Parti socialiste qui s'est un peu plus engagé dans cette parité présente 25% de femmes têtes de liste, ce qui reste, là aussi, très insuffisant.

K.-B.-A.

## BRUXELLES S'INQUIÈTE DE LA CRISE GAZIÈRE RUSSO-UKRAINIENNE

### Le théorème de Medvedev, ex-patron de Gazprom et actuel président de la Russie

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

**Le porte-parole du commissaire européen à l'énergie a annoncé, hier, que l'exécutif de l'UE se «réunira» le 11 mars prochain pour plancher sur la crise entre la Russie et l'Ukraine suite à la décision de Gazprom de réduire de 25% ses livraisons gazières à Kiev.**

Cette décision du géant gazier russe aura, c'est bien évident, des répercussions — néfastes — directes sur les 27 pays membres de l'Union européenne. Première répercussion attendue : le gaz russe vers l'Europe et transitant par l'Ukraine risque de devenir sérieusement rare et peut-être même plus cher.

Dans cette nouvelle guerre du gaz entre la Russie et l'Ukraine, Bruxelles, semble, cette fois-ci, circonspecte, prudente, neutre.

L'Union européenne ne veut pas prendre parti pour l'Ukraine comme elle l'avait, outrageusement, fait lors des crises précédentes entre Moscou et Kiev. Sont-ce les arguments russes qui ont pesé ou y a-t-il quelque autre entourage derrière cette apparente sagesse européenne ? Nous le saurons dans les prochains jours. Gazprom dont l'ex-patron est devenu, entretemps, président de la Russie avance comme seul et unique grief rapproché à l'Ukraine le refus de cette dernière de payer ses arriérés de dette.

Alors que, pour ce qui les concerne, les principaux dirigeants ukrainiens évitent, soigneusement et habilement, de parler «commercial» préférant politiser l'affaire à outrance.

D'où, sans doute, la prudence de l'Union européenne qui ne veut pas s'engager dans un bras de fer avec Moscou. La Commission européenne s'est dite prête à «tous les efforts possibles pour arriver à une solution rapide et durable à leur différend (entre la Russie et l'Ukraine, ndlr).»

Bruxelles veille, surtout, et le commissaire à l'énergie Andris Piebalgs, a tenu à le relever, à ce que «les livraisons de gaz à l'Union européenne ne soient pas affectées». Cet avertissement semble destiné à l'Ukraine qui, par le passé récent, a prouvé qu'elle était experte en «détournements gaziers russes» destinés à l'Europe.

Dès hier matin, Gazprom, leader mondial de la production et de la commercialisation du gaz, accusait l'Ukraine de vouloir prélever 60 millions de mètres cubes sur les 356,6 m, qui transitent par son territoire.

Il s'agit d'un volume que Gazprom va livrer à la frontière ukrainienne mais qui, précisera, sûr de lui, un représentant du géant gazier, «ne parviendra pas aux consommateurs européens». En entendant son règne en adressant des messages de fermeté à l'Ukraine et à l'Europe, M. Medvedev, président de la Russie, nouvellement élu et ex-patron de Gazprom, ne laisse planer aucun doute sur le contenu de son mandat. La Russie n'hésitera pas à déclarer la guerre du gaz. L'état-major européen de Bruxelles l'a compris. D'où sa prudence.

A. M.